

**ATELIER DE FORMATION DES JOURNALISTES SUR
LES OMD ET L'UNDAF**

Pour un plaidoyer efficace pour 2015

*Il ne reste plus que sept années à la
Mauritanie pour mettre au vert les sept
objectifs du Millénaire qui lui sont assignés.
Les résultats jusque-là obtenus, surtout les
quatre indicateurs de santé ainsi que la lutte
contre la pauvreté et la faim rendent
pessimistes leur atteignabilité avant 2015.
Mais l'espoir est permis.*

ATELIER DE FORMATION DES JOURNALISTES SUR LES OMD ET L'UNDAF

Pour un plaidoyer efficient pour 2015

Il ne reste plus que sept années à la Mauritanie pour mettre au vert les sept objectifs du Millénaire qui lui sont assignés. Les résultats jusque-là obtenus, surtout les quatre indicateurs de santé ainsi que la lutte contre la pauvreté et la faim rendent pessimistes leur atteignabilité avant 2015. Mais l'espoir est permis.



champ des libertés, une nouvelle vision économique basée sur l'encouragement à l'initiative privée, au flux des investissements et à la bonne gouvernance. Le travail de la société civile, en tant qu'outil de veille est primordial pour instaurer les bonnes pratiques et dénoncer les abus.

Un atelier de formation des journalistes mauritaniens sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et l'UNDAF (Plan cadre des Nations Unies pour l'aide au développement) s'est déroulé hier, dimanche 24 février 2008 à l'Hôtel Novotel T'Feïla, en présence de la Coordinatrice résidente du Systèmes des Nations Unies en Mauritanie, Mme Maria De Vello Ribeiro, des chargés de programme des différentes agences, ainsi que les représentants de la presse indépendante et des organes publics (télévision, radio, AMI). Trois exposés ont été présentés, dont le premier sur l'origine et le contexte des OMD, le second sur l'application de ces objectifs en Mauritanie et enfin le troisième sur l'UNDAF dans l'objectif de la réforme du Systèmes des Nations Unies ainsi que son application en Mauritanie. Ces communications ont donné lieu à de riches débats.

OMD

C'est en 2000, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU que les 191 pays membres, dont la Mauritanie, ont lancé la Déclaration du Millénaire qui débouchera sur les fameux OMD dont le principe de base est de restaurer la paix, la solidarité, l'aide au développement, la bonne gouvernance, la réduction de la pauvreté et le respect des droits humains dans le monde. Un programme standard pour un développement mondial durable avec deux échéances clés, 2015 et 2030, est ainsi élaboré, applicable dans chaque pays avec l'aide de la coopération internationale. En Mauritanie, cela s'est traduit par la mise en œuvre d'un Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté ambitieux qui débouchera sur l'annulation de la dette après un long processus. En 2005, lors de la première revue à mi-parcours des OMD, il a été constaté des efforts substantiels dans le domaine de l'éducation (objectif 2) avec un taux de sco-

larisation frisant les 98%, de grands progrès en matière d'égalité Genre avec la participation des femmes (objectif 3), aux centres de décision, présence de 18% de femmes au Parlement et de 30% dans les conseils municipaux, avec des nominations de plus en plus fortes dans des postes ministériels et de directions. Il y a aujourd'hui deux femmes Wali et deux autres préfets.

Mais là où des efforts plus importants doivent être apportés, c'est sur les quatre objectifs de la Santé, sur la réduction de la pauvreté et de la faim, sur l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'habitat décent et sur la protection de l'environnement.

Les quatre indicateurs de la Santé sont en effet dans le rouge depuis la revue à mi-parcours. Il s'agit de la Mortalité Maternelle (objectif 5), qui a connu une légère amélioration, avec un taux qui est passé de 747 à 686 décès pour chaque 100.000 naissances vivantes, la mortalité des moins de 5 ans qui est de 122 pour 1.000 naissances vivantes, loin des 47 pour 1.000 prévus en 2015, la mortalité infanto-juvénile, la lutte contre le VIH/Sida, le Paludisme et la Tuberculose. Autres objectifs pour lesquels l'Etat doit consentir des efforts, la lutte contre la pauvreté et la faim (objectif 1), avec un indicateur qui est passé de 56% de pauvres en 1990 à 46,7% aujourd'hui mais très loin de l'objectif attendu en 2015, si l'on considère la forte proportion de la malnutrition qui touche 30% des enfants (objectif 14% en 2015), l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, quand on sait que sur 50% de la population rurale, seuls 10 à 15% ont accès à des sanitaires.

La volonté politique est requise pour sortir le pays du cycle infernal de la pauvreté et du sous-développement dans un contexte où tous les espoirs sont permis, avec l'existence d'un cadre démocratique favorable, un élargissement du

UNDAF

Le Plan cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF) est la réponse harmonisée du système des Nations Unies pour accompagner la Mauritanie à surmonter les obstacles à son développement. Il s'étale sur une période allant de 2003 à 2008 avec une revue à mi-parcours qui a eu lieu en 2005. Il travaille sur cinq axes, la Gouvernance et les droits de l'homme, la lutte contre la mortalité maternelle et infanto-juvénile, le renforcement de l'éducation et de la formation, l'amélioration de l'accès des populations à des moyens d'existence durables et enfin, la lutte contre le VIH/Sida. Mais l'UNDAF devra prendre en compte la réforme du Système des Nations en cours ainsi que les recommandations et conclusions tirées des différentes conférences et sommets qui ont eu lieu dans le cadre du développement durable, tels la Négociation de Doha sur le commerce, le Consensus de Monterrey, le Sommet de Johannesburg sur le développement durable, et tout récemment la Déclaration de Paris de 2005...

Mais malgré les énormes fonds dégagés par l'UNDAF pour la période 2003-2008, quelques 97, 02 millions de dollars ont déjà été décaissés pour la réalisation de programmes et projets, dont la majorité en faveur de la lutte contre la pauvreté par une gestion durable de l'environnement, de la sécurité alimentaire et de l'accès aux ressources, les résultats sur le terrain sont dérisoires. Ce qui pose le problème de l'efficacité des actions menées et l'absence de tout mécanisme de contrôle d'exécution. D'où, l'espoir fondé sur l'Etat pour promouvoir la bonne gouvernance et l'utilisation efficace des ressources dégagées pour le développement de la Mauritanie et le bien-être de sa population.

Chelkh Aidara